Deuxième Année. — Numéro 149. CINQ CENTIMES *Jeudi 28 Mai 1896*

L'ÉGALITÉ
de Roubaix-Tourcoing

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
NORD et Départements limitrophes	4 fr. 50	9 fr.	18 fr.
AUTRES DÉPARTEMENTS	5 fr. 50	12 fr.	22 fr.

Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desurmont, 12, TOURCOING
Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

ON REÇOIT LES ANNONCES
ANNONCES
A ROUBAIX, 93, Grande-Rue.
A TOURCOING, 12, Rue Desurmont.
A LILLE, 28, Rue de Fives.

PARTI OUVRIER

Election au Conseil Général

DU 7 JUIN 1896

GUSTAVE DEVERNAY

TYPOGRAPHE

Rédacteur au "Réveil du Nord"

INFORMATIONS

(Par Service Spécial)

CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 26 mai.

La nomination du marquis de Noailles comme ambassadeur à Berlin.

LES INTERPELLATIONS

M. Barthou a communiqué la demande d'interpellation de M. Jaurès sur le dernier mouvement préfectoral.

Le général Billot a informé le conseil de la demande d'interpellation de M. Rouanet sur la réintégration de l'intendant Baratier. Le général Billot a expliqué que cette réintégration n'a pas eu lieu.

Le ministre laissa simplement produire tous leurs effets aux mesures de son prédécesseur.

LES CONTRIBUTIONS

Le conseil a continué l'examen des projets de réformes des contributions directes.

Un nouveau conseil des ministres aura lieu jeudi à l'Elysée.

TROTTOIRS INTERDITS

Paris, 26 mai.

Il paraît que le général Duchesne vient d'interdire à la garnison d'Orléans l'accès des trottoirs de cette ville.

Nous voudrions bien connaître les motifs de cette étrange mesure.

LA DÉFENSE MARITIME

Paris, 25 mai.

Cette a été envoyé au préfet maritime de Cherbourg de faire procéder le mois prochain à des expériences très intéressantes d'un nouveau canon de 305 m/m chargé d'obus à la melinite.

Ces essais auront lieu au port Chavagnac, sur la coque d'un vieux cuirassé de première classe, la *Gloire*, muni d'un nouveau tourelle avec deux plaques en acier spécial, ayant chacune 0 m 41 mètres 40 de hauteur, 1 mètre 46 centimètres de largeur et 50 centimètres d'épaisseur.

Les résultats seront soumis au Comité de la défense du littoral.

CHEZ LES MATABELÉS

Londres, 26 mai.

On télégraphie de Buluwayo, 24 mai, au *Times* :

« Les Matabélès ont attaqué pendant deux heures Haute ontein. Les Anglais n'ont eu aucune perte.

« Le colonel Plumer est parti hier soir de Buluwayo avec 450 hommes et 2 canons pour rentrer le pays dans la direction du nord ouest où les rebelles semblent être en nombre.

» On suppose que le colonel a déjà rencontré l'ennemi parce qu'une vive fusillade a été entendue aujourd'hui, » deux heures de l'après-midi. »

UN NOUVEAU JOURNAL

Paris, 26 mai.

Les radicaux ont maintenant un organe officiel : c'est le *National*. Il a paru hier pour la première fois avec sa nouvelle étiquette. « Le *National*, est-il dit en manchette, soutiendra une politique basée sur les droits souverains du suffrage universel sur les réformes démocratiques et le progrès social ; un groupe de membres du Parlement parmi les plus autorisés pourparler au nom des gauches l'inspirera et collaborera à sa rédaction. »

Dans le numéro d'hier, le *National* publie un article sur le mouvement préfectoral.

M. FELIX FAURE

Paris, 26 Mai

Le président de la République a quitté Tours ce matin à six heures quarante-cinq. Il est arrivé à Paris à dix heures quinze.

AMUSEMENT DE ROI

Pretoria, 26 mai.

Le jeune roi du Zwaziland ayant tué six de ses serviteurs pour s'exercer au tir, s'est retiré dans les montagnes avec ses principaux capitaines, par crainte de mesures répressives de la part du général Joubert.

LA SITUATION EN CRÈTE

Londres, 26 mai.

Une dépêche d'Athènes, 25 mai, publiée par le *Times*, rapporte que les soldats turcs se sont livrés à de violents excès, hier, à la Canée. Ils ont massacrés plusieurs chrétiens et pillé plusieurs habitations.

Les kawas des consulats grec et russe sont parmi les morts ; les consuls ont télégraphié pour demander des vaisseaux de guerre.

L'escadre anglaise de Malte est partie aujourd'hui pour la Crète. On soupçonne le gouvernement militaire d'être le principal instigateur des troubles.

La situation est grave, à Rechimo, et l'on annonce une de vifs engagements ont eu lieu entre des détachements turcs et des Crétois, dans le voisinage de Vamos.

On télégraphie de Rome au *Daily News* :

« Des lettres privées de Crète reçues ici demandent des secours en argent et en armes pour les chrétiens de Crète.

Athènes, 26 mai.

On mande de Rethymno que les soldats continuent d'assaillir les chrétiens dans leurs maisons. Les musulmans des environs viennent en ville et surexcitent le fanatisme des soldats.

Les communications télégraphiques et postales, sauf celles des consuls, sont interdites.

Le prétexte que les Turcs ont donné au massacre est qu'ils ont reçu la nouvelle que 100 soldats et 10 sous-officiers des troupes bloquées à Vamo étaient tombés entre les mains des chrétiens.

Deux mille Crétois se sont réunis et ont nommé cinq délégués chargés de demander au gouvernement de prendre des mesures énergiques pour parer à la situation. Une vive effervescence règne parmi les Crétois résidant à Athènes et au Pirée.

La Canée, 26 mai.

La situation paraît s'améliorer. Toutefois, des fusillades sont encore entendues dans les environs de la Canée. On attend également un bâtiment italien.

UNE ÉPIDÉMIE

Paris, 26 mai.

On annonce qu'une épidémie de fièvre scarlatine s'est déclarée à l'hôpital de la Pitié dans le service de M. le professeur Albert Robin. Les salles ont été évacuées. On craint que M. Robin en ce moment souffrant, n'ait pris les germes de cette affection, qu'on dit être bénigne pour les adultes.

UNE NOUVELLE INVENTION

Paris, 26 mai.

Un jeune sous-officier de la marine danoise vient, paraît-il, d'inventer un appareil télégraphique au moyen duquel on peut non-seulement correspondre, communiquer sans fil direct avec un navire à l'ancre.

On pourrait aussi, avec cet appareil, établir de la même façon une communication télégraphe-téléphonique entre deux navires se trouvant en pleine mer.

CADAVRE DANS UNE MALLE

Paris, 26 mai.

Les assassins de Delachaef sont arrivés à Paris ce matin. Ils sont descendus à Clichy pour empêcher toute manifestation de la foule et furent aussitôt conduits au dépôt.

BULLETIN DU JOUR

Trottoirs & Pioupious

Une nouvelle extravagante, invraisemblable, étourdissante, phénoménale (voir la suite des épîtres dans la lettre de Mme de Sévigné sur le mariage du duc de Lauzun), nous arrive ce matin d'Orléans. Il paraît que le général Duchesne vient d'interdire à tous les soldats de la garnison l'accès des trottoirs de la ville. En vertu d'un règlement affiché à l'intérieur et à la porte des casernes, les pioupious désormais devront s'en aller à la queue-leu-leu, les bras ballants, sur la chaussée où passent les chevaux, les mulets et les ânes.

Voilà, par exemple, qui n'est pas banal du tout ; je parie que, de son temps, le colonel Ramollot, d'immortelle mémoire, n'en trouva pas de ce calibre pour épater son régiment. Si la chose est vraie — ce que jusqu'à nouvel ordre je ne puis admettre — je voudrais bien savoir quel mobile a poussé ce brave général et quel souci de discipline a hanté sa belle âme militaire.

Le général Duchesne nous arrive tout droit de Madagascar, pays sans chemins, sans voies de communication et sans routes ; pendant la durée de la campagne, où son courage fut éclatant, il lui fallut conduire ses soldats à travers des marécages et des brousses. Serait-ce le souvenir de cette expédition qui lui a inspiré son ukase ?

Cet intrépide aurait-il peur que l'agrément des trottoirs rendît ses troupes paresseuses, et qu'elles finissent par s'endormir dans les délices d'Orléans comme autrefois l'armée d'Annibal dans les délices de Capoue. Je ne vois que cette raison pour expliquer cette singulière mesure, et si réellement la nouvelle qui nous arrive est exacte, je ne m'explique pas pourquoi les officiers ont été exceptés.

Il passe tout de même parfois de drôles d'idées dans les cervelles militaires, — et celle-là mérite d'être transmise à la postérité. Interdire les trottoirs d'une ville à des pioupious qui circulent, mais c'est tout bonnement énorme : c'est de la fantaisie aussi abracadabrante que le parapluie de l'escouade, la clef du champ de manœuvres ou le pivot de conversion. Mais mon général, vous n'êtes plus à Madagascar !

Orléans est un pays civilisé : les rues y sont larges et larges, et les godillots qui passent font un joyeux bruit sur le pavé. Elle serait bien triste, la ville, si l'on ne rencontrait plus, flânant aux devantures des boutiques, les tourlourous ahuris. Les voyez-vous, ces bonnes têtes, aux yeux candides, défilant mélancoliques dans la cohue des voitures et des camions ? Eh quoi ! elles ne pourraient plus s'arrêter devant les étalages pleins de couleur et de dorure, des étalages comme on n'en voit pas au village là-bas !

Il leur serait défendu de sourire à la belle fille sur sa porte, à la plantureuse nounou, barrant le trottoir comme un bastion ! Il n'y aurait plus que des bourgeois et des bourgeoises en canales toilettes, et les militaires seraient au milieu, comme en quarantaine, sur la chaussée ! allons donc !

Général, si vous avez fait cela, vite des excuses !

DISLOCATION MINISTÉRIELLE

Le cabinet Méline n'a point attendu le retour des Chambres pour trouver sa pierre d'achoppement. Il se pourrait que les interpellations, dont certaine nous promet de curieuses révélations, fussent tout à fait inutiles pour le renverser. Nous le verrons mourir d'ici peu de sa belle mort, tout simplement, de l'impuissance de ses ministres à gouverner selon le vœu de la majorité qui lui a donné la vie.

Voici bientôt un mois que M. Cochery est installé à l'hôtel des finances, et M. Cochery reste l'homme le plus embarrassé qui soit au monde. On a bien vu la Banque de France monter dans une seule Bourse de 110 francs, naturel effet de ses bonnes paroles aux régents, auxquels on assure qu'il a promis son appui pour le renouvellement du privilège. On a vu également la rente baisser ces jours-ci par suite des discrètes indiscrétions de M. le ministre des finances sur son ardent désir d'imposer ce revenu des créanciers de l'Etat, mais la commission du budget ne sait point encore par quel tour de prestidigitation M. Cochery va retrouver les 150 millions de déficit produits par la suppression de la personnelle mobilière et de la contribution des portes et fenêtres.

C'est bel et bien 150 millions qu'il faut retrouver. Et les 4 0/0 dont M. Cochery veut frapper la rente lui donneront 33 ou 34 millions, avec lesquels il ne comblera qu'une partie par trop médiocre du trou béant creusé par la volonté de la Chambre.

Quelles cédules nouvelles va-t-on créer pour le surplus ? On attend avec quelque impatience ce projet qui devait être prêt lors de la discussion générale de l'impôt, quand la commission refusait de discuter le projet Doumer.

Mais l'impôt sur la rente est déjà un sujet de trouble et de discorde au sein du cabinet. M. Méline dit : c'est grave, très grave. M. Barthou déclare : c'est impossible — et là-dessus les disputes ont commencé. Un silence mystérieux règne autour des séances répétées du conseil des ministres. Les officieux expriment à tous leurs craintes, si près d'être leurs espérances, pour le plus grand nombre d'entr'eux qui attendent et escomptent dans les couloirs la chute du ministère, pour raccrocher un portefeuille.

Mais, quoi qu'on en dise, M. Cochery tient bon. Et il est tout disposé à jouer le Doumer par une belle résistance aux conseils et aux exigences de ses collègues. D'ailleurs, il y aurait pour certains membres du cabinet la préoccupation de donner satisfaction aux progressistes, qu'il serait possible de ramener dans la majorité ministérielle par une réforme comme celle de l'impôt sur la rente.

A quelles inconséquences aboutit cet esprit de conciliation des intérêts contradictoires, des principes opposés, des programmes divergents. C'est toute la politique opportuniste qui se résume en ceci : Faire croire qu'on est partisan des réformes, et qu'on veut réaliser un programme en donnant, en lâchant, à titre de concession, telle satisfaction aux revendications démocratiques.

Le malheur c'est qu'à côté de la répugnance que de pareilles hypocrisies éveillent dans le pays, il arrive toujours que les réformes ainsi accordées à titre transactionnel portent à faux, et ne donnent satisfaction à personne.

On imposera la rente, soit. Dans le projet de l'impôt global sur le revenu, cela était logique et fatal. L'Etat demande à chaque citoyen : « Quels sont tes revenus, c'est-à-dire quelles sont tes forces et tes facultés ? Tu contribueras aux charges de l'Etat, dans la mesure de ces forces et de ces facultés. » Retranchez les revenus qui proviennent de la Rente, c'est détruire la justice et rompre l'égalité des citoyens devant la loi. Il faudrait qu'une pareille mesure soit bien nécessaire pour exiger semblable exception. Or, ce sont les économistes orthodoxes, c'est Leroy-Beaulieu lui-même qui déclare avec une loyale franchise que cette mesure est « fort équitable et inoffensive pour le crédit public à la condition que ce ne soit une taxe spéciale, mais simplement l'application aux fonds publics de taxes générales frappant toutes les valeurs. »

Mais en dehors de l'impôt global, que signifie l'impôt sur la Rente, sinon le moyen pour le ministre de trouver des fonds en frappant n'importe où, sur une matière imposable.

Et qui va-t-on frapper ? Qui va payer cette trentaine de millions ? Les riches, les puissants, les financiers, les gros industriels, les Lebaudy ou les Rothschild ? — Non. — Les petits, les moyens. Qui ne sait que la moyenne des rentiers sont des porteurs de coupures de 200 à 300 francs de rente. Il n'y a peut-être pas de propriété plus largement découpée que les coupures de notre rente.

Et pour donner satisfaction à des soi-disant progressistes, M. Cochery et ses collègues qui ont renversé le ministère Bourgeois dont le budget aurait frappé les riches en dégrevant les pauvres, s'en iront encore frapper à la bourse de ceux qui ont toujours tout payé, tout soldé des folies gouvernementales dont l'opportunisme a gratifié le pays.

Le problème reste toujours le même, et posé dans les mêmes termes. Le cabinet passera son temps à faire risette aux réformateurs qui regrettent le ministère Bourgeois et travailleront à le ramener aux affaires. Et s'ils veulent tenter cela, ils peuvent être assurés que les « Débats » sans parler des organes monarchistes, ne lui assureront pas un concours, qui lui est nécessaire, aussi longtemps et avec autant de désintéressement que les socialistes ont accordé leur appui et leur confiance au cabinet Bourgeois.

Il faut être avec les conservateurs ou contre eux. Puisque vous n'êtes pas contre eux, restez avec eux, monsieur Cochery, si vous voulez « conserver » votre portefeuille.

Louis SAUTUMIER,
Député de la Seine.

LE COURONNEMENT DU CZAR

(D'un correspondant)

Moscou, 26 mai

C'est aujourd'hui qu'a lieu le couronnement du czar. Voici quelques détails sur cette cérémonie :

Des centaines de carrosses de gala et des milliers de voitures escortés de cavaliers ont conduit les invités, soit à l'Assomption, soit dans les tribunes extérieures, soit enfin sur tous les points d'où on peut apercevoir le cortège.

La famille impériale, dès huit heures et demie du matin, est assemblée dans les appartements de Catherine, au Kremlin. Les personnes qui doivent figurer au cortège sont réunies dans les salles voisines.

Vers neuf heures, la famille impériale quitte ses appartements précédée des grands-chambellans, archi-ministre, grand maître et maître des cérémonies, se dirige vers la salle du trône.

L'empereur et l'impératrice traversent rapidement quelques petits salons, la salle des gardes, puis la salle Saint-Georges, la salle Saint-Alexandre, et arrivent enfin dans la salle Saint-André, la salle du trône, dont le mobilier aux couleurs de l'ordre du même nom : bleu de ciel.

Le ministre de la cour, après quelques instants pendant lesquels l'empereur et l'impératrice se sont entretenus avec les princes de leur famille, s'avance vers eux et annonce qu'un premier *Te Deum* a été chanté, que les *heures* ont été dites et que le moment du couronnement approche.

Pendant ce temps, trente-deux colonels prennent le dais impérial dans le salon du trône et viennent le déposer au pied du perron rouge.

Le dais, sous lequel circulera l'empereur pendant la cérémonie du sacre avec ses panaches qui se balancent et s'arrêtent, nous apparaît monumental, énorme. Il est fort long et à huit montants de chaque côté. Il est en drap d'or recouvert de broderies et d'aigles impériales. Au plafond de drap d'or sont brodées les armes de toutes les provinces de la Russie ; il est surmonté de seize panaches de plumes d'autruche blanches, noires et jaunes.

Les trente-deux colonels abandonnent là les montants et les cordons du dais qui doit être porté par trente-deux généraux pendant toute la cérémonie.

Tout à coup les batteries de l'Esplanade recommencent à tonner. Cent-un coup de canon se font entendre, les cloches sonnent à toute volée et un corps de trompettes et de timbaliers auquel répondent aussitôt les musiques militaires, entonnent l'hymne national, lent et solennel, et donne le signal.

Depuis le perron rouge jusqu'à la cathédrale, un commencement retentit.

L'empereur apparaît.

Je renonce à donner une idée de l'enthousiasme et des cris de cette foule enthousiasmée.

Nicolas II est revêtu d'un uniforme sévère : tunique noire, bonnet d'astrakan noir, pantalon à bandes rouges bouffant dans des bottes à l'écuyère. Il donne le bras à l'impératrice, charmante dans sa robe de drap d'argent dont la traîne immense est portée par quatre pages.

Les souverains descendent lentement l'escalier rouge, qu'au moment de leur sortie du vestibule sacré du Kremlin le clergé vient d'asperger d'eau bénite.

Moscou, 26 mai.

En dehors de la cathédrale, la scène n'est pas moins imposante, les chevaliers de la garde ferment la haie sur le parcours de la cathédrale de l'Assomption aux cathédrales de l'Annonciation et de l'Archange Michel.

Une foule élégante garnit des estrades et le peuple remplit tous les espaces libres. Grand enthousiasme.

L'Empereur et l'Impératrice sous un dais sortent de la cathédrale au milieu des hurrahs, le canon tonne, les cloches sonnent les musiques retentissent.

Les souverains, sont revêtus du manteau impérial. Nicolas porte la couronne, le sceptre et le globe.

Le cortège se déroule imposant.

Un soleil éclatant fait étinceler les cuirasses.

Moscou, 26 mai.

L'empereur et l'impératrice ayant pris place dans l'église, la cérémonie commence. L'empereur pose la couronne sur sa tête, puis, l'impératrice, portant déjà le manteau impérial, vient s'agenouiller devant son époux.

L'empereur enleva alors sa couronne et l'approcha de la tête de l'impératrice, puis replaçant la couronne sur sa tête il prit la couronne de l'impératrice et la lui posa sur la tête.

Quatre dames d'honneur, entourant la tzarine lui attachèrent la couronne. L'impératrice se relève et le tzar l'attirant à lui l'embrasse avec tendresse.

Cette scène a été grande au possible.

Puis les parents des souverains sont alors venus les féliciter et les embrasser. La cérémonie intérieure est terminée.

Rentrée des Chambres

La deuxième partie de la session. — Nouvelles interpellations. — La réforme des quatre contributions et l'impôt sur la rente.

Nous avons donné hier l'ordre du jour de la séance de rentrée de la Chambre et du Sénat.

Aux deux interpellations qui figurent en tête de l'ordre du jour de la Chambre, il faut en ajouter trois nouvelles, déposées pendant les vacances. Ce sont celles du citoyen Clovis Hugues sur la manifestation bonapartiste à la colonne Vendôme, du citoyen Rouanet sur la réintégration de M. l'intendant Baratier dans les services administratifs de l'armée, et du citoyen Jaurès sur le mouvement préfectoral publié hier.

Cette dernière interpellation donnera lieu à un débat sur la politique générale du ministère Méline.

La discussion de ces interpellations et des projets de loi inscrits à l'ordre du jour permettra à la commission du budget d'examiner la réforme des contributions directes dont M. Georges Cochery, ministre des finances, déposa le sujet ce matin.

Depuis son arrivée aux affaires, M. Cochery s'occupe de cette réforme dont l'enfantement est particulièrement laborieux. Le ministère tout entier est venu en aide à M. Cochery.

Nous avons déjà indiqué les principales lignes de la réforme du ministre des finances, qui vient substituer à l'impôt sur le revenu global, un impôt sur chaque revenu pris séparément et classé par cédule.

Ce qui arrête le ministre des finances, c'est la question de l'impôt sur la rente : il s'agit de savoir si la rente française sera classée parmi les valeurs mobilières et frappée comme celles-ci d'un impôt de 4 0/0.

Le cabinet s'est prononcé pour le principe de l'impôt sur les rentes tant françaises qu'étrangères.

Le taux et le mode d'application de cet impôt ont été arrêtés dans le conseil qui s'est tenu hier. La commission du budget recevra demain communication des propositions du nouveau ministre des finances et pourra se mettre aussitôt à l'œuvre.

L'examen de ces modifications occupera les séances de la commission au moins pendant une semaine, et ce n'est guère que vers le milieu du mois prochain que le rapport sera soumis à la Chambre et que celle-ci pourra en commencer la discussion.

On sait que le vote des quatre contributions doit être émis avant la session d'août des conseils généraux pour permettre à ces assemblées de répartir l'impôt.

ENQUÊTE ADMINISTRATIVE

(D'un correspondant)

Paris, 26 mai.

A la suite de la décision prise par le gouvernement de rechercher, avec le concours de l'inspection générale des finances, les économies et simplifications qu'il serait possible d'introduire dans les services relevant de son département, le ministre de la guerre vient de créer une commission qui sera chargée de l'étude de ces importantes questions. Elle est composée de la manière suivante :

MM. le général de division Hallot, ancien chef d'état-major du ministre de la guerre, ancien membre du Conseil supérieur de la guerre ; Demartial, contrôleur général de première classe de l'armée ; Jobert, inspecteur général des finances.

LES MUNICIPALITÉS SOCIALISTES
au Congrès International

Nos lecteurs savent déjà qu'il se tiendra à Londres vers la fin de juillet un Congrès socialiste international. Il acquiert une double importance cette année par le fait qu'il se tient à Londres et qu'il vient après nos élections municipales.

Au meeting de Queen's Hall à Londres à Bristol puis à Oxford, tous les partis socialistes et tous les syndicats ouvriers (Trade's Unions) s'étaient réunis pour acclamer un étranger et qui plus est, un socialiste : notre ami Wilhem Liebknecht. Ce fait ne prouve-t-il pas que c'en est fait du particularisme et de cette horreur pour tout ce qui venait du continent, sentiment qui semblait enraciné dans le cœur de l'ouvrier anglais ?

Non seulement, les différentes fractions du parti socialiste anglais s'étaient unies dans une même manifestation, mais les syndicats avaient fait cause commune avec elles. Ce meeting de Queen's Hall et le voyage triomphal de celui en qui s'est incarné le socialisme international, du lutteur que notre parti acclamait naguère au Congrès de Marseille ; ces deux manifestations marquent une avance considérable dans la marche du socialisme.

Lors du Congrès de Zurich, en 1893, la France ouvrière était peu, ou faiblement représentée car tous les militants s'étaient jetés à corps perdu dans la lutte électorale, lors des élections parlementaires. Mais cette année à moins d'une dissolution de la Chambre, nous pourrons et devons être dignement représentés au Congrès de Londres. Naturellement, tous les groupes de notre parti ouvrier se doivent d'envoyer le plus possible de délégués à Londres, mais nous ne voulons parler ici que des élus des municipalités et notamment dans le Nord.

On connaît le côté pratique de l'ouvrier anglais ; il a une sorte de répulsion pour tout ce qui est théorie, nous dirons même pour ce qui est science et spéculation. Les envoyés des Trades-Unions dans les Congrès internationaux sur le continent s'attendaient à trouver une masse ouvrière sans organisation, et ce n'est que lorsqu'ils ont vu des syndicats, comme l'Union des Tuilistes de Calais, les Tisseurs à Roubaix, les Verriers à Roanne, qu'ils ont compris qu'organisation politique ne voulait pas dire désorganisation syndicale, et cela a été pour eux une révélation.

On sait aussi comment la presse bourgeoise anglaise, conservatrice comme libérale, « boycotte » toute manifestation socialiste, il ne faut donc pas s'étonner qu'il n'ait pas même été fait mention des succès des socialistes en France.

La présence de nos élus socialistes au Congrès international fera plus que dix années de propagande, pour persuader aux ouvriers anglais l'absolue nécessité de la conquête du pouvoir politique. Quand ils verront des socialistes, maîtres de villes comme Lille, comme Calais, comme Roubaix, villes dont ils connaissent l'importance par leurs délégués, les Trades-Unions anglaises se rendront compte de la discipline et de l'Organisation de notre parti : ce sera là une vraie propagande par le fait.

De plus de même qu'il y aura une réunion spéciale des députés socialistes, il est de toute nécessité que les conseillers municipaux socialistes et ouvriers des différentes nations se réunissent et s'entendent pour avoir une politique commune. Nous savons bien que l'administration communale est différente dans les divers pays, mais cela n'empêche pas qu'il y ait beaucoup à gagner en expérience pour nos conseillers à voir une idée comme Birmingham ou Manchester : les délégués français de Calais à Nottingham le savent mieux que personne.

De plus, tous les conseillers socialistes généralement, à quelque pays qu'ils appartiennent, doivent avoir le même souci et le même but : le développement et l'amélioration de l'hygiène dans les fabriques, dans les hôpitaux, dans les habitations ouvrières ; c'est là, au fond, la raison d'être du socialisme dans les Conseils municipaux ; lui seul sacrifiera tout à l'hygiène, sans consulter les intérêts privés, et, ce faisant, il rendra service, non seulement aux ouvriers mais à la collectivité tout entière.

Somme toute, les Congrès internationaux, depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir, deviennent de plus en plus des instruments de contrôle et de généralisation ; ils sont les précurseurs de cette assemblée d'arbitrage, à qui sera confiée, non le gouvernement, mais l'administration des choses, suivant l'expression de St-Simon, dans la société communiste, le trait d'union entre les nations, l'Internationale.

B.